

AFSP

ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

MSH — 54, boulevard Raspail

75006 Paris

Tél. : 00 (33) 01 49 54 21 36

Fax : 00 (33) 01 49 54 21 61

email : afsp@msh-paris.fr

Site : www.afsp.msh-paris.fr

Section d'Études Internationales

Bulletin n° 13

Été 2001

Sommaire

*

Editorial

*

Rendez-vous à Pau : programme et renseignements pratiques

*

Il était une fois dans l'Est

*

Les 29^{èmes} ateliers de l'ECPR

*

Association des étudiants en Relations Internationales et Défense

*

Annuaire français de relations internationales

*

Politique européenne

Editorial

La section d'Etudes Internationales développe désormais sa mise en ligne sur le site de l'AFSP. Cette initiative doit correspondre à un nouveau souffle, refléter le passage à une étape supérieure de la défense et représentation de la science politique française des relations internationales. Plus que jamais, conformément à ses objectifs initiaux, la SEI doit être un moyen à la disposition de ses membres plutôt qu'une fin en soi. Plus que jamais, trois priorités s'imposent : Information, Décloisonnement et Réflexion.

Information d'abord, dans la mesure où l'actualité de la recherche s'accélère. En France, dans les universités et les laboratoires, des travaux sont en cours, des thèses sont soutenues, de nouveaux groupes de travail se forment, des publications naissent... Il importe de contribuer à ce qu'ils se fassent connaître, il importe aussi de contribuer à ce qu'ils ne se méconnaissent pas entre eux. Par ailleurs, des colloques se tiennent chaque année, des rencontres ont lieu, où la science politique française reste trop souvent sous-représentée. De l'ISA à l'ECPR en passant par d'autres forums, c'est encore par l'information que l'on encouragera la présence, que l'on suscitera les projets, que l'on suggèrera les coopérations diverses... et que l'on pourra exiger un effort pour les financer !

Décloisonnement ensuite, car les différentes approches qui sous-tendent ces projets sont de plus en plus complémentaires et méritent d'assumer cette complémentarité. L'analyse de la politique étrangère se rapproche des analyses de politique publique, celle de la globalisation de l'économie politique internationale, celle des flux transnationaux de la sociologie politique, etc. On a vu trop souvent les chapelles s'ignorer pour ne pas encourager aujourd'hui le dialogue. Dialogue entre les universités, dialogue entre les approches, mais dialogue, aussi, entre la recherche et l'enseignement dont on ne répètera jamais assez à quel point ils sont indissociables.

Enfin, ce decloisonnement ne peut se faire sans une réelle réflexion sur notre discipline. Quels rapports la science politique des relations internationales doit-elle entretenir avec la politique comparée ? Avec les études d'aires régionales ? Comment considérer tel ou tel travail, en sachant le situer sans pour autant le cataloguer ? Comment envisager la coopération entre un « spécialiste » d'une aire régionale et un « généraliste » du système international ? Quels sont, en France, les points forts de l'analyse internationaliste ? Quels sont au contraire les domaines dans lesquels les lacunes, l'absence d'expertise, l'absence même de toute velléité de recherche, demeurent inadmissibles et méritent d'être corrigés ?

Pour explorer ces pistes, un site internet de la SEI permettra d'être informé plus vite, et d'intégrer davantage d'éléments. Il permet naturellement de dépasser les contraintes de place inhérentes à l'envoi d'un bulletin papier. Ce dernier, pour autant, continuera d'exister avec la fonction qui est la sienne : constituer un « ciment » pour la communauté des internationalistes. C'est à nous tous qu'il appartient de le faire vivre et la science politique française des relations internationales avec.

Rendez-vous à Pau les 25 et 26 octobre prochain.

Le Comité exécutif

Colloque de Pau (25-26 Octobre 2001)

Petit guide pratique

Afin d'aider l'internationaliste à préparer son séjour au pied des Pyrénées, le Bulletin de la SEI a regroupé quelques informations sur les moyens possibles pour atteindre le grand Sud et y séjourner pour la durée d'un colloque qui s'ouvre sur un week-end qui peut être culturel (avec les mânes du Bon Roy Henri), physique (avec la montagne proche), hédoniste (la plage n'est guère plus loin), méditatif (Lourdes est encore plus près), ou tout simplement transnational (L'Espagne est à portée de main).

Mais auparavant, il est sans doute utile de rappeler les grands axes du colloque lui même.

JEUDI 25 OCTOBRE

Après-midi

14-15 h : Ouverture du Colloque — Président : Jean Leca

Introduction au thème :

Les biens publics mondiaux, Dr Jekyll ou Mr Hyde ?, François Constantin

1. DES BIENS CONSTRUITS

Biens publics mondiaux : théorie « scientifique », réalité émergente et instrument rhétorique, Jean Coussy

La négociation est-elle la norme fonctionnelle d'un bien public mondial ?, Gérard Wormser

Existe-t-il des types purs de biens publics mondiaux ?, Yves Schemel

VENDREDI 26 OCTOBRE

Matinée - 9 h. - 13 h.

2. DES BIENS DISPUTÉS

9 h : *Répartition et marchandisation* — présidente : Josepha Laroche

Négociations commerciales et élaboration des normes et sécurité alimentaire, Jacques Le Cacheux

La sécurité du système financier international, bien commun mondial, Christian Chavagneux

10 h 45 : *Répartition, négociations, domination* — président : Pascal Venesson

Systèmes de santé et pauvreté au sud. En quête d'un bien public équitablement mondial, Sylvia Chiffolleau

L'eau : besoin, droit ou quel bien public ?, Alexandre Taithe

Stratégies locales, Unesco et patrimoine mondial de l'humanité, William Genieys, Emmanuel Négrier

Après-midi - 14 h 45
Président : Guillaume Devin

3. DES BIENS CAPTIFS

L'impossibilité de constituer la biodiversité en bien public mondial, Daniel Compagnon
Les campagnes « globalisées » des ONG, ou les biens publics mondiaux au service de la société civile, Philippe Ryfman
Faire de la paix un bien public ?, Dario Batistella

17 h. - 18 h 15 : Conclusion — présidente : Marie-Claude Smouts
Des régulations inédites ?, Marie-Claude Smouts

2- Les voies de communication

De multiples moyens sont utilisables pour se rendre à Pau.

Le plus ancien trouve ses origines dans la chrétienté médiévale, avec les chemins de Saint Jacques de Compostelle qui passent encore à proximité de Pau. Il s'inscrit dans le cadre d'une transnationalité historique, mais il faut prévoir un délai de route assez long.

Plus actuels, l'avion (seul Air France dessert Pau, mais avec un nombre appréciable de fréquences) et le train (Ligne Paris s-T arbes, avec même des TGV, mais au rythme traditionnel entre Pau et Bordeaux) desservent Pau plusieurs fois par jour. En s'y prenant assez tôt, il est possible de trouver des tarifs décents (Aller à New York peut coûter moins cher que de venir à Pau...). Il est évidemment possible de venir en (co-) voiture... ou en vélo (Pau est une escale habituelle du Tour de France).

Vous trouverez ci-après les horaires des vols Air France à partir d Paris et d'autres villes françaises et genevoises.

On peut consulter le site www.airfrance.fr, le Minitel 36 16 AF ou appeler le 08 20 82 08 20. Pour la SNCF, consulter www.sncf.com

3- L'Hébergement

Vous trouverez ci-dessous la liste des hotels sur la ville de Pau avec un certain nombre de précisions sur les prestations qu'ils offrent.

Un extrait du plan de la ville vous aidera à les localiser par rapport au campus universitaire.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez vous adresser à:

— à Paris : Anne Avy & Alexandre Boza, secrétariat de l'AFSP, 01 49 54 21 36, afsp@msh-paris.fr;

— à Pau : Mme Claude Santini, secrétariat des Centres, 05 59 80 75 29, claudesantini@univ-pau.fr. Sur l'Université d'accueil, on peut consulter www.univ-pau.fr.

Les Hôtels de Pau

Office Municipal du Tourisme de Pau

Place Royale – 64000 – Pau

Tel : 05 59 27 27 08

Fax : 05 59 27 03 21

e-mail : omt@ville-pau.fr

Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h.

Ouvert en juillet et août du lundi au dimanche de 9h à 18h sans interruption

Liaisons aériennes

Arrivée à Pau-Pyrénées

Départ de Pau-Pyrénées

Il était une fois dans l'Est Les études internationales à Leipzig

Déniant au politique la moindre autonomie par rapport à la sphère économique et sociale, et considérant la science politique comme une science bourgeoise, le régime autoritaire de feu la République démocratique allemande avait institué dans les universités, dès 1968, des Instituts de Marxisme-Léninisme. A Leipzig s'y ajoutait ultérieurement une Section de Communisme Scientifique destinée à former l'élite académique du pays. Elle regroupait les enseignements relatifs aux champs couverts, en France, par l'ensemble des sciences humaines, sociales et politiques, et employait, à la fin des années 1980, 74 enseignants et chercheurs. Lorsque survint, en automne 1989, le fameux « tournant » (*Wende*), suite notamment aux gigantesques « manifestations du lundi » à Leipzig, entraînant dans leur sillage la chute du mur de Berlin et la dissolution de la RDA dans la République fédérale, resurgit avec force le spectre d'une science politique autonome. Après moult turbulences, dont il reste à écrire l'histoire, fut érigé en 1991/92, sur les ruines de l'ancienne Section de Communisme Scientifique, l'Institut de science politique de l'Université de Leipzig.

Il s'ensuivit, sur le plan institutionnel, une phase de changements à la fois radicaux et, pour certains, douloureux. La plupart des anciens enseignants et chercheurs, considérés soit comme étant trop compromis avec l'ancien régime, soit comme ne répondant tout simplement pas aux exigences académiques prévalant dans le monde scientifique occidental, furent écartés et se retrouvèrent au chômage. Des politologues venus de l'Ouest s'attelèrent à la difficile tâche de créer un institut selon les normes en vigueur en Europe occidentale. En quelques années ils y réussirent, au prix toutefois d'un chamboulement complet des habitudes, méthodes de travail et démarches pédagogiques.

Les années transitoires de la première moitié des années quatre-vingt-dix, que le soussigné n'a pas pu observer directement, ont abouti à un renouveau complet de l'enseignement et de la recherche au sein desquels les études internationales occupent dorénavant une place tout à fait prépondérante. En effet, à l'heure actuelle environ la moitié des enseignements et de la recherche est affectée aux relations internationales, qui préservent d'ailleurs une relative mais précieuse autonomie par rapport aux autres branches de la science politique. Le mérite de la focalisation de l'Institut sur l'international revient entièrement à Hartmut Elsenhans, arrivé à Leipzig en 1993. Dans le cadre de la division informelle du travail qui règne à l'Institut, il centre ses activités sur les relations Nord-Sud et l'économie politique internationale. Mária Huber, d'origine hongroise, s'occupe plus particulièrement de l'Europe centrale et orientale, tandis que l'auteur de ces quelques lignes enseigne et publie essentiellement dans les domaines des théories et idéologies des relations internationales, de l'intégration européenne, ainsi que de la politique technologique internationale. A ces trois professeurs de relations internationales s'ajoutent un maître-assistant, Andreas N. Ike, spécialiste des organisations internationales et des relations transnationales, deux professeurs honoraire et extraordinaire — respectivement Alparslan Yenel et Wolf-Dieter Eberwein — qui assurent chacun un séminaire par semestre sur l'Union européenne ou la politique étrangère allemande, ainsi qu'un nombre variable de chargés de cours et de professeurs invités étrangers, en fonction des besoins et des possibilités financières.

Ainsi, durant l'année académique 2000/01 l'Institut de science politique a pu proposer à ses quelques 1'400 étudiants — dont toutefois seul un tiers environ suit le programme complet menant au diplôme — 42 cours et séminaires portant spécifiquement sur les relations internationales et en en couvrant donc les aspects les plus divers. En raison des affinités personnelles d'une partie du corps enseignant en relations internationales, une étroite coopération s'est développée au fil des ans avec la France, notamment en matière de recherche, de publications, d'organisation en commun de colloques ainsi que d'échanges d'étudiants (accords ERASMUS/SOCRATES avec tous les IEP de France, sauf celui de Bordeaux). Parfois, des cours entiers ou des conférences isolées sont dispensés en langue française (ou en anglais).

Au regard de ce qui apparaît comme un indéniable succès en matière d'études internationales, il est hautement regrettable que le gouvernement de Saxe, poursuivant une politique universitaire désastreuse, envisage de réduire de 18 % le personnel des universités d'ici 2007. Au cas où ne serait-ce qu'une fraction de cette réduction devait effectivement toucher l'Institut de science politique de Leipzig, les études internationales en seraient, à coup sûr, durement affectées.

Klaus-Gerd Giesen
(giesen@rz.uni-leipzig.de)

Site internet de l'Institut de science politique de Leipzig: www.uni-leipzig.de/~politik

Compte-rendu des 29^{ème} Joint Sessions of Workshops de l'ECPR

Les 29^{ème} Joint Sessions of Workshops de l'ECPR (le terme de « Conférence » ne convient pas puisque celle-ci se déroulera à Canterbury en septembre prochain), qui se sont tenues à Grenoble du 6 au 11 avril 2001, ont finalement eu de la chance. Entre la grève de la SNCF qui s'est achevée le jour de son ouverture et la grève des tramways qui a débuté le lendemain de sa clôture, les 620 participants ont pu, sans trop d'encombre, rejoindre l'Institut d'Etudes Politiques qui les accueillait. Une fois arrivés sur place, ils ont découvert un Institut certes déserté par ses étudiants pour cause de vacances mais où l'ambiance était d'autant plus studieuse que les conditions météorologiques n'étaient guère propices au traditionnel tourisme universitaire. Selon le mode de travail propre au Consortium — des séminaires dans lesquels les papiers présentés par chacun des participants sont discutés par l'ensemble du groupe sans possibilité d'aller faire son shopping ailleurs une fois sa présentation achevée —, les congressistes qui l'ignoraient ont vite compris qu'ils n'étaient pas à Vienne (1815 et non pas 1998, tous les lecteurs attentifs du bulletin l'auront compris). A cet égard, l'après-midi de dimanche (supposé libre) fut à peine suffisant pour lire les cinq ou six papiers qui n'avaient pas été remis dans les délais censés être rigoureux de cette très scandinave société savante où l'esprit latin — et le français — n'est pas de mise.

A priori, ce congrès n'était pas consacré aux relations internationales puisque le *standing group* consacré à notre discipline a créé sa propre manifestation qui est vite devenue la grande messe européenne en la matière. Néanmoins, à y regarder de plus près, pas moins de douze des vingt-six ateliers étaient consacrés à des thèmes que l'on pourrait qualifier d'internationalistes. L'Europe a, bien évidemment, été au centre des préoccupations avec six groupes de travail (c'est déjà plus bénin) aussi bien consacrés aux logiques politiques à l'intérieur de la Commission (*Political logics within the European commission* — WS 7), à la visibilité internationale de l'Europe (*Understanding the EU's international presence* — WS 23), aux carrières politiques dans une architecture renouvelée (*Political careers in a Multi-Level Europe* — WS 17), à la corruption et à la contestation de la gouvernance (*Corruption, scandal and the contestation of governance in Europe* — WS 16), à la gouvernance sanitaire (*Health governance : europeanisation and new challenges in health politics* — WS 15) et enfin, à l'immigration (*Immigration, integration and European Union : institutional practices and normative challenges* — WS 24). Gouvernance et constructivisme ont ainsi été les deux maître-mots pour ses ateliers. Le workshop consacré à la Commission s'est ainsi relativement peu intéressé au rôle et au fonctionnement de la Commission puisque les participants de cet atelier avaient moins dans l'idée d'étudier ce que la Commission «fait» en tant qu'acteur politique au sein des institutions de l'Union, que de définir ce qu'elle «est», c'est-à-dire la façon dont les acteurs qui la composent se positionnent, identifient leur rôle, et le légitiment à l'extérieur.

La dimension traditionnelle des relations internationales était, il est vrai, réduite à la portion congrue avec seulement deux groupes, l'un consacré à l'analyse décisionnelle au sein des institutions internationales (*Decision making within International Organizations* — WS 12) et l'autre aux théories de la guerre (*Theories of war* — WS 25). Dans le cadre de ce groupe de travail, la dimension philosophique a été beaucoup plus présente que la dimension stratégique. Le questionnement central a ainsi été consacré à la guerre juste et à la relecture des grands classiques à l'aune des conflits de l'après-guerre froide et, plus particulièrement des conflits infra-étatiques et

des guerres civiles. La RAM y a été l'objet de moins d'attentions que Michael Walzer, le NMD a été phagocytée par John Rawls mais ces débats très conceptuels, largement dominés par les thèses cosmopolites, ont néanmoins permis de découvrir les dérives potentielles vers un nouveau et dangereux obscurantisme dissimulées derrière les écrits de Derrida qui, selon Klaus-Gerd Giesen (le co-directeur de cet atelier), est la référence philosophique incontournable de l'ensemble des théories post-modernes. L'atelier *Decision-making within international organizations* avait pour sa part l'ambition d'aborder la traditionnelle « analyse de la décision » en se démarquant des instruments habituels du réalisme. Les débats ont, là aussi, été largement dominés par l'opposition entre constructivisme et rationalisme, notamment à travers les nombreux travaux consacrés à l'élaboration des normes. Cependant, l'étude des réseaux bureaucratiques dans la socialisation des personnels travaillant dans les organisations internationales et l'influence des procédures de votation ont constitué l'autre axe de réflexion de cet atelier que de nombreux participants auraient souhaité développer davantage.

Enfin, trois ateliers étaient pour leur part consacrés à la sociologie politique (*Political transformation in a soviet successor State* — WS 2 ; *Parties, party systems a democratic consolidation in the Third World* — WS 13 ; *National identity in Europe* — WS 26) et un dernier à l'économie politique internationale (*Centers and periphery in a changing world* — WS 4).

Les présentations faites dans le cadre de ces différents groupes de travail sont disponibles sur le site de l'ECPR : <http://www.essex.ac.uk/ecpr/jointsessions/grenoble/details/list.htm>.

Jean-Jacques Roche
Brigitte Vassort-Rousset
Véronique Dimier

**Association des Etudiants en Relations Internationales et Défense
(ERID)**

2 ter, rue des Puits creusés
F - 31000 Toulouse
(: 05.61.11.02.83 - Fax: 05.61.22.94.80

<http://www.dromadaire.com/erid/psi>
eridtoulouse@yahoo.fr

Créée en 1999 au sein de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et du Centre *Morris Janowitz*, l'Association des Etudiants en Relations Internationales et Défense (ERID) sert de point de rencontre entre jeunes chercheurs, universitaires et décideurs institutionnels. L'ERID met à la disposition de ses membres un fond documentaire de 200 ouvrages et revues traitants des questions de politique internationale et de sécurité (*Politique internationale, Arès, Critique internationale, Meridiano CERI, Revista Catalana de Seguretat Publica, Stratégique, Le trimestre du monde, Relations internationales et stratégiques, Défense nationale, Politique étrangère de la France, Cahiers de Chaillot, Regard européen, Korea and World Affairs, Rapports parlementaires...*). L'ERID se manifeste aussi par le biais de l'organisation de tables rondes (*Les petits déjeuners de l'ERID*) et la publication d'une revue scientifique trimestrielle (*Politique et Sécurité Internationales*) qui offre à de jeunes chercheurs français et étrangers, politologue et issus des différentes disciplines des sciences sociales la possibilité de publier de manière régulière leurs recherches universitaires. La revue est diffusée à hauteur de 300 exemplaires par numéros dont 120 sont diffusés auprès de centres de recherche, de bibliothèques universitaires en France et à l'étranger. Outre les comptes-rendus des « *petits déjeuners* », elle présente des articles inédits, des notes critiques et des portraits de personnalités.

Sommaire des derniers numéros publiés :

N°4, hiver 1999

Weisbein J., *Les associations et les ONG face à la CIG de 1996 : naissance d'une « société civile européenne ? »*, p.6-17.

Dung L., *L'opium : de la drogue de paix à une arme de guerre*, p.18-27.

Massenez J.-S., *Les relations civilo-militaires en Israël : la toute puissance des héros en kaki*, p.28-36.

Moncrieff R., *Quelle normalisation pour le lien euro-africain ?*, p.37-48.

N°5, printemps 2000

Prades O., *De l'indépendantisme armé catalan*, p.6-14.

Augé A., *Brèves remarques sur le faible renouvellement des élites gouvernementales au Gabon*, p.15-24.

Csurgai G., *Aperçu de la situation de la minorité hongroise en Voïvodine*, p. 25-36.

Goradazé T., *L'analyse socio-économique de la sécession dans le Etats post-communistes. Le cas abkhaze (Géorgie)*, p. 37-50.

N°6, été 2000

Millet C., *L'esprit de défense à l'épreuve des ruptures*, p. 6-17.

Braïm Y., *La mafia aujourd'hui : entre survivance locale et réalité globalisée*, p. 18-26.

Kounougous A., *L'Europe une chance pour la France*, p. 27-35.

N°7, 2^{ème} semestre 2000

Bagayako N., *La politique sécuritaire américaine en Afrique subsaharienne*, p. 5-19.

Lafont M., *Eléments de réflexion sur une politique culturelle internationale : la lusophonie*, p. 20-33.

Dung L., *Khun Sa, seigneur de la guerre et baron de l'opium au royaume de Myanmar*, p. 34-40.

Marty O., *La violence pour métier : étude sur les bandes armées à Medellin*, p. 41-50.

Notes critiques

Les articles et ouvrages choisis entendent mettre en avant les grands problèmes de politique et sécurité dans le monde, à travers une approche comparative.

Personnalités d'hier, d'aujourd'hui et de demain

Cette rubrique vise à présenter les portraits de ces personnages connus ou moins connus, qui nous semblent devoir marquer durablement le cours des relations internationales. Ce pari sur les personnalités d'avenir n'empêche nullement de présenter, aussi, les acteurs présents et passés qui ont été ou sont —au quotidien— au centre de l'actualité internationale.

Jérôme Montes
ATER de science politique
IEP Toulouse

**Annuaire Français de Relations Internationales
Bruxelles, Bruylant, 2001**

Le volume 2 de l'Annuaire Français de Relations Internationales vient de paraître. Les quelques 1 200 pages et 70 contributions réunies dans cette nouvelle livraison attestent de la diversité et de la richesse des recherches menées dans le domaine des relations internationales en France et dans les pays francophones. Plus globalement, les articles en provenance des pays non-francophones révèlent le rôle que la France peut continuer à jouer dans la diffusion des travaux développés dans des aires culturelles (Europe centrale et orientale, Japon...) où, du fait de la nature des enseignements, les problématiques anglo-saxonnes demeurent étrangères.

L'Annuaire Français de Relations Internationales a en effet été conçu pour répondre à quatre besoins :

— L'AFRI doit tout d'abord permettre d'agrèger les multiples centres universitaires français qui, trop souvent isolés, éprouvent de nombreuses difficultés à diffuser leurs travaux. A cet égard, l'AFRI est la vitrine de revues (Arès, Droit et Défense...) qui, du fait de la modestie des moyens offerts par l'Université, disposent d'une diffusion trop réduite eu égard à l'énergie déployée par les équipes qui les animent. Le comité de rédaction de l'AFRI s'est donc efforcé d'associer le plus grand nombre de ces centres en veillant à ce que, pour une fois, la province et Paris soient associés sur un pied d'égalité ;

— L'AFRI doit également permettre de combiner la recherche universitaire et la recherche menée dans une optique plus opérationnelle. Il s'agit à la fois d'éviter la marginalisation de travaux académiques qui, faute de relais dans les instances de décision, n'ont d'autre choix pour se légitimer que de se réfugier dans la seule conceptualisation. Il s'agit également d'offrir aux chercheurs travaillant sur des contrats dans les centres de recherches administratifs ou para-publics (FRS, DAS, IFRI...) la possibilité de suivre les grands débats qui façonnent l'environnement politique, économique, social et culturel sur lequel il leur est demandé de suggérer des possibilités d'action ;

— Le troisième besoin auquel tente de répondre l'AFRI est l'absence de coopération éditoriale sur une base multilatérale entre les différentes universités francophones. L'un des traits marquants de l'Annuaire est donc d'associer au sein de son comité de rédaction des représentants du monde universitaire français aux représentants des grandes universités belges, canadiennes et suisses. La participation très active d'Eric Remacle (ULB — Bruxelles), de Claude Roosens (Université catholique de Louvain), de Victor-Yves Ghébali (IUHEI — Genève), de Pierre Allan (Université de Genève) et de Charles-Philippe David (Université du Québec à Montréal) témoigne de leur volonté de participer à cette publication éminemment transnationale et du caractère commun de ce projet ;

— Enfin, l'AFRI se propose de transcender les barrières théoriques et institutionnelles pour être le point de rencontre des différents courants doctrinaux qui participent à la vie de la discipline. Tout en insistant sur la dimension politique des phénomènes internationaux, l'AFRI est ainsi ouvert aux politistes, aux historiens, aux juristes, aux économistes, aux sociologues comme aux philosophes. Si la vigueur des débats entre ces écoles impose de donner une cohérence à cette publication en la situant dans un courant clairement identifiable — à savoir l'approche stato-centrique — les travaux transnationalistes ont tout aussi naturellement leur place dans cet Annuaire qui ne peut prétendre faire progresser la recherche qu'en acceptant et en organisant le confrontation des idées.

Par sa structure, l'Annuaire Français de Relations Internationales s'efforce donc de devenir l'un des instruments de travail de référence pour tous ceux (étudiants, enseignants, chercheurs, praticiens) qui observent les évolutions du monde contemporain. Les *Mélanges* de la première partie doivent ainsi permettre de suivre les grands dossiers d'actualité, aussi bien dans une perspective opérationnelle (voir à ce titre l'article d'ouverture de Jean-François Guilhaudis consacré aux négociations de désarmement durant les dix dernières années), que dans une perspective conceptuelle (cf. la publication des actes du colloque consacré à *l'internationalisation de la société française* par Guillaume Devin ou encore l'article analysant la collaboration entre le Service de santé des armées et les ONG humanitaires françaises), voire éthique (cf. la reprise de l'intervention de Mehdi Mozaffari lors du congrès de l'AISP de Montréal d'août 2000 sur « le triangle droit, éthique et pouvoir »). Les onze *Rubriques* récurrentes de la seconde partie - qui sont confiées aux spécialistes des domaines concernés, lesquels en déterminent librement le contenu - doivent pour leur part permettre de synthétiser les informations de l'année afin de comprendre la portée des débats en cours aussi bien dans le domaine de l'analyse des politiques étrangères ou des politiques de sécurité que dans le champ de la globalisation économique ou de la gouvernance globale. Enfin, la traditionnelle *Bibliographie* présente la double originalité de regrouper les recensions d'ouvrages publiés dans les quatre grands pays francophones et d'exclure — pour des raisons déontologiques évidentes — tout commentaire sur les ouvrages publiés par les collaborateurs de l'AFRI.

Jean-Jacques Roche

Politique européenne

*Revue sur l'intégration européenne
entre politiques publiques et relations internationales*

politique-europeenne@sciences-po.fr
<http://www.portedeurope.org/pole/index.html>

Partant du constat que les contributions universitaires de référence en matière d'analyse politique des processus d'intégration européenne demeurent jusqu'à ce jour largement dominées par les revues anglo-saxonnes, neuf jeunes chercheurs en science politique ont décidé de créer une revue française sur l'intégration européenne, dont le premier numéro a paru en avril 2000. Il s'agissait de marquer l'appropriation du champ d'investigation communautaire par la science politique et de s'inscrire dans une approche résolument transdisciplinaire. Au lieu de continuer dans une opposition entre les approches des relations internationales et des politiques publiques, qui semblait s'installer à un moment, non seulement aux Etats Unis mais aussi en France, les fondateurs souhaitaient dépasser ce stade et fournir aux chercheurs français et étranger une revue scientifique de qualité qui permette de faire le point sur les débats qui animent la recherche et qui éclairent d'un jour nouveau l'appréhension de la réalité communautaire.

Portée par cette ambition, la revue s'inscrit également dans une discussion qui a eu lieu et qui continue d'avoir lieu entre chercheurs sur l'intégration européenne en Grande Bretagne. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, d'éminents politistes anglo-saxons ¹ sont impliqués dans une discussion qui consiste à lier les approches des relations internationales avec les approches de politique publique/politique comparée pour pouvoir mieux analyser le système communautaire. Cette discussion s'est développée autour du constat que ni les approches de relations internationales prenant les « préférences étatiques » pour stables et cohérentes dans les négociations internationales (sans considérer d'autres acteurs que les acteurs gouvernementaux ni d'autres préférences que celles de « l'Etat ») ni les approches de politique publique ne suffisent pour tenir compte de la réalité des négociation au niveau communautaire. Comme le constatent Hurrell et Menon dans un article de 1996 ², l'approche théorique nécessaire pour rendre les processus communautaires plus compréhensibles nécessite obligatoirement une approche qui marie politiques publiques et relations internationales. En analysant les processus politiques au niveau européen, on constate que les négociations entre chefs d'Etat et de gouvernements, entre les différents ministères nationaux, entre la Commission et les acteurs sociaux, mais aussi à l'intérieur de l'Etat procèdent parallèlement, parfois concurremment. Les négociations entre les chefs d'Etat et de gouvernements, perçues par les théoriciens des relations internationales comme centrales pour la production des politiques ne sont donc que des forums parmi d'autres où des décisions sont prises.

C'est donc par une approche transdisciplinaire que le comité de rédaction de *Politique européenne* dirige les numéros spéciaux qui trouvent leur cohérence dans l'unité du thème traité. Ainsi, les quatre premiers numéros traitent de sujets aussi riches que : n° 1 « La recherche en science politique et l'Union européenne », avril 2000 ; n° 2 « Construction européenne et politiques sociales », septembre 2000 ; n° 3 « L'élargissement de l'Union européenne ou la construction d'un objet politique problématisé », janvier 2001 et le numéro 4, « L'action collective en Europe », printemps 2001. Quatre autres numéros sont actuellement en préparation. *Politique*

européenne consacrera un numéro en automne 2001 à la « Commission européenne », en hiver 2002 aux « Partis politiques britanniques et l'intégration européenne », au printemps 2002 aux « Modes de représentation des groupes d'intérêt » et un numéro à « L'Europe de la défense, la défense en Europe : une défense européenne ? » qui paraîtra en automne 2002.

Chaque numéro comporte entre autre trois rubriques : des articles hors-thème projettent la réflexion vers d'autres horizons et permettent ainsi de publier des articles qui ne s'inscrivent pas dans la perspective retenue dans le numéro spécial. La revue offre également un espace de publication pour de jeunes chercheurs, en cours ou fin de thèse ou au début de leur carrière universitaire. *Politique européenne* souhaite ainsi être un forum pour rendre publiques ces recherches qui restent trop souvent inconnues par leurs homologues. Enfin, des comptes-rendus critiques d'ouvrages concluent les numéros de la revue.

Après une année d'existence, la revue s'impose donc progressivement comme un carrefour privilégié pour la recherche politiste sur l'Europe :

— carrefour entre les générations car *Politique européenne* diffuse à la fois des articles de jeunes docteurs ou doctorants et des travaux de chercheurs de renommée internationale. La rubrique « Jeunes chercheurs », qui permet à un jeune chercheur de présenter de manière synthétique ses travaux est un outil privilégié de cette politique volontariste ;

— carrefour international puisque *Politique européenne* vise à la fois à favoriser la diffusion de travaux français au niveau européen et international et à se faire l'écho des avancées, des controverses, des débats de la recherche au niveau international auprès d'un public français. Le maintien d'une proportion de bilinguisme avec la possibilité de publier des articles en anglais, qui représente à peu près 20-25 % du volume de la publication démontre cette ouverture internationale de la revue ;

— carrefour disciplinaire, puisque *Politique européenne* veille à assurer une publication d'articles inspirés des politiques publiques, de la sociologie politique, de l'économie politique comme des relations internationales ; *Politique européenne* accorde une place significative aux questions méthodologiques et aux débats théoriques.

Les fondateurs de la revue, s'appuyant sur un Conseil scientifique actif, souhaitent ainsi présenter une sélection d'études théoriques et empiriques consacrées aux enjeux de l'Union européenne afin de susciter un débat scientifique véritablement transdisciplinaire, dépassant le cloisonnement entre relations internationales et politiques publiques/politique comparée.

Sabine Saurugger
Politique européenne,
Centre européen de Sciences Po
56 rue Jacob
75006 PARIS

1 Simon Hix, «The Study of the European Community: The Challenge to Comparative Politics», *West European Politics* 17(1), 1994; Andrew Hurrell et Anand Menon, « Politics Like Any Other ? Comparative Politics, International Relations and the Study of the EU », *West European Politics*, 19(2), 1996; Simon Hix, « The Study of the European Union II: the "new governance" agenda and its rival », *Journal of European Public Policy* 5 (1), 1998; et le chercheur allemand Thomas Risse: Risse-Kappen Thomas. « Exploring the Nature of the Beast: International Relations Theory and Comparative Policy Analysis Meet the European Union' *Journal of Common Market Studies*. vol. 34, n° 1, mars 1996
2 Hurrell Andrew et Menon Anand. « Politics Like Any Other? Comparative Politics, International Relations and the Study of the EU'. *West European Politics*. vol.19, n°2, avril 1996.